

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur les relations franco-angolaises et sur la communauté française en Angola, à Luanda le 2 juillet 2015.

Monsieur l'Ambassadeur ,

Mesdames, Messieurs qui dirigez cet établissement, qui le faites fonctionner admirablement, je voulais ici vous en remercier ,

Mesdames, Messieurs les représentants de la communauté française en Angola ,

Je viens juste, à l'instant, d'atterrir à Luanda. Mon premier mouvement a été d'aller vers vous. Je viens pour cette visite, qui est la première depuis longtemps, et c'est surtout une visite importante qui s'inscrit dans le renforcement de la relation entre la France et l'Angola.

Je viens avec une délégation. Il y aura ce soir le ministre des Finances qui nous rejoindra, c'est toujours utile d'avoir un ministre des Finances près de chez nous. Il y aura aussi dans cette délégation des personnalités, membres du Parlement, députés, sénateurs, député également de la circonscription des Français de l'étranger. Nous avons aussi monsieur ARTHUS-BERTRAND qui nous accompagne, bien connu pour sa mobilisation en faveur de l'environnement, monsieur Xavier EMMANUELLI, qui a, lui, une réputation faite de sacrifices, de dévouement pour la cause des plus démunis, en France comme dans le monde.

De nombreux chefs d'entreprise m'ont accompagné. Egalement un joueur de football de l'Equipe de France, Blaise MATUIDI, qui est d'origine angolaise.

C'est terrible, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, Mesdames et Messieurs, j'ai essayé de faire applaudir toutes celles et tous ceux qui étaient là et c'est Blaise qui remporte finalement tous les lauriers ! Mais c'était sans doute pour saluer l'ensemble de la délégation que vous vous êtes manifestés.

Je suis heureux de vous voir et de vous parler, parce que je sais ce que vous faites ici. Certains depuis longtemps, d'autres plus récemment. Vous faites rayonner l'esprit français sous toutes ses formes. Ici, nous sommes dans un établissement scolaire, donc les personnels enseignants et tous ceux qui encadrent les élèves font la promotion de la langue française, de l'enseignement en français et de la culture française. Mais il y a aussi toutes celles et tous ceux, qui, dans des activités associatives ou dans nos alliances françaises, font également rayonner notre culture. Puis il y a sans doute les plus nombreux tous ceux qui travaillent pour les entreprises, entreprises françaises, entreprises angolaises, qui font en sorte de pouvoir développer l'emploi ici et en France.

Il y a bien sûr toutes les entreprises du secteur pétrolier. Nous sommes dans un grand pays pétrolier, le deuxième d'Afrique, qui a construit son développement autour des activités pétrolières, avec ce que cela a pu procurer de gains, mais en même temps ce que cela peut comporter comme risques. Aujourd'hui, le prix du pétrole connaît l'évolution que l'on sait depuis plusieurs mois.

Nous devons être là, vous devez être là, pour à la fois être au contact des Angolais dans cette période qui est plus difficile et pour préparer l'avenir. Je veux ici vous en remercier.

Il y a les fonctionnaires, nombreux, qui assurent, dans nos consulats, à l'ambassade, la vie qui doit être assurée auprès de nos compatriotes, c'est-à-dire les services essentiels. Je sais combien c'est difficile aussi. combien les procédures administratives sont lourdes. Avec le Président DOS

SANTOS, nous allons, je l'espère, signer un accord pour faciliter la délivrance des visas dans des délais raisonnables. Je vous remercie de vous manifester parce que je comprends alors combien il va falloir être insistant auprès de nos interlocuteurs.

La France et l'Angola ont eu ces dernières années des relations qui n'ont pas toujours été simples. Nous allons rester dans cette formule. Mais depuis plusieurs années maintenant, nous avons veillé à les renforcer.

Il y a eu d'abord des visites. La visite, la première, a été celle du ministre des Affaires étrangères, Laurent FABIUS, ici, en Angola. Il y a eu également le ministre des Affaires étrangères angolais, monsieur CHIKOTI, qui est venu à Paris, à l'occasion d'un Sommet que j'avais organisé et qui rassemblait tous les chefs d'Etat et les chefs de Gouvernement ou leurs représentants africains, de manière à ce que nous puissions aborder les questions de sécurité en solidarité. C'était à la suite de la crise malienne, c'était également face au danger de Boko Haram au Nigeria, au Cameroun et au Tchad.

Il y a eu ensuite le déplacement du Président DOS SANTOS, c'était en avril 2014. Il m'avait lancé cette invitation et je suis là aujourd'hui.

Pourquoi nous devons renforcer notre relation ? Parce que l'Angola est un pays qui compte, qui compte économiquement et qui compte aussi politiquement. L'Angola a été solidaire de l'intervention que nous avons menée en Centrafrique, à un moment où il pouvait y avoir des massacres il y en a eu et un déchainement de violences. L'Angola a donc fait le choix de nous soutenir et d'apporter aussi aux Centrafricains un certain nombre de soutiens qui ont été indispensables.

L'Angola joue également un rôle par rapport à la République démocratique du Congo et d'une manière générale dans la région. Nous voulons, la France et l'Angola, agir ensemble pour la stabilité et pour la sécurité.

Nous aurons aussi, avec le Président DOS SANTOS, une discussion sur la Conférence sur le climat. Paris va, en décembre prochain, accueillir cet événement. J'évoquais tout à l'heure notre mobilisation les parlementaires sont là mais également des grands responsables d'association. Ce n'est pas simplement un accueil que nous devons prodiguer pour cette Conférence. C'est un accord que nous devons chercher.

Pour trouver cet accord, nous avons besoin sans doute de la prise de conscience et de la prise de responsabilité des pays les plus riches. Cela a été le cas au G7 en Allemagne, la Chancelière MERKEL nous y a aidés, mais cela doit être aussi le cas des pays émergents, qui peuvent, notamment ici, se poser des questions : Est-ce que cette Conférence sur le climat ne va pas imposer des contraintes qui vont empêcher le développement des pays qui sont les plus consommateurs de pétrole ou producteurs de pétrole ?

C'est pourquoi nous avons besoin de les rassurer et de leur dire que ce qui va se passer lors de cette Conférence et surtout avec l'accord qui va être conclu, je l'espère c'est une autre organisation du développement. C'est des énergies renouvelables qui vont être promues partout, y compris ici, en Angola, plusieurs chefs d'entreprise de ce secteur-là m'accompagnent, parce qu'ils savent qu'il y a ici des opportunités considérables. Même si le pétrole va toujours jouer un rôle, même s'il gardera une place dans les bilans énergétiques, nous devons préparer l'après pétrole, ici, en Angola, tout autant.

Le Président DOS SANTOS s'est convaincu lui-même qu'il fallait qu'il puisse être pleinement dans la mobilisation pour le climat. Chaque pays doit faire sa propre contribution, dire comment il va réduire les émissions de CO2 ou réduire la place des énergies fossiles. Le Président DOS SANTOS, avec notre appui, a présenté une contribution ou va le faire qui est particulièrement intéressante et utile.

Voilà toutes les raisons qui justifient que je puisse venir aujourd'hui dans cette partie de l'Afrique, où vous êtes. Une partie qui connaît un grand développement, mais une partie aussi qui peut être affaiblie par les menaces qui mettent en cause la sécurité.

Je voulais aussi vous dire que nous allons lancer un certain nombre de programmes de coopération qui visent à diversifier l'économie angolaise, tout en faisant en sorte que chaque fois

que nous investissons ici, en Angola, ce soit au bénéfice de l'emploi en Angola. C'est, je crois, ce qui caractérise les comportements de nos entreprises, qui sont à la fois de haute technologie et en même temps qui ont le sens du partage et le sens également de la responsabilité sociale et environnementale.

Nous avons voulu aussi accorder une place importante à la formation. Je ne parle pas simplement de la formation des établissements scolaires en langue française, je parle aussi de la formation professionnelle, parce que c'est une demande que les Angolais nous ont adressée.

Je veux aussi souligner que beaucoup d'entreprises viennent participer à la diversification de l'économie, notamment dans le secteur touristique, hôtelier, dans le secteur également des infrastructures, dans le secteur de la construction et je crois qu'il y a des opportunités en ce moment. La France doit prendre toute sa place.

Nous ne venons pas simplement conclure des accords économiques, même si nous sommes toujours soucieux que notre diplomatie puisse encourager les investissements et puisse créer pour l'emploi en France un certain nombre de retombées favorables.

Nous venons surtout établir un lien de confiance. Le fait que je puisse être là, en Angola, au moment où justement l'économie angolaise est affectée par la baisse du prix du pétrole est une marque de confiance et une marque de confiance dans l'Angola et dans son avenir. Aussi une forme d'estime que nous devons porter à la population angolaise et dans son avenir.

Aussi grands soient nos efforts, aussi déployée soit notre diplomatie, nous ne pouvons rien faire sans le concours des Français qui sont installés ici, en Angola. Vous. Vous, vous jouez un rôle. Je sais que ce n'est pas toujours facile. Vous m'avez rappelé d'ailleurs un certain nombre de conditions. Vous auriez pu me parler des conditions aussi pour la scolarisation des enfants, pour la sécurité, la sécurité personnelle ou un certain nombre de problèmes aussi de vie quotidienne, d'approvisionnement. Je sais tout cela.

Vous faites cet effort. Vous faites cet effort d'être ici, au service de vos entreprises lorsque vous les représentez, au service de l'Angola que vous servez de cette façon et au service de la France. Vous ne devez pas être seuls, vous devez être accompagnés, autant qu'il est possible, par les consulats, par l'ambassade, par l'Etat. Vous êtes accompagnés par vos entreprises, par vos organisations, mais vous êtes aussi accompagnés par le chef de l'Etat et le Gouvernement, parce que vous faites du bon travail.

Vous avez aussi sûrement le sentiment de l'éloignement. C'est un problème général l'éloignement, tous les Français pensent toujours être éloignés. Eloignés de quoi, de qui ? Nous ne savons pas. Mais ils vivent toujours le sentiment que cela se passe parfois sans eux et parfois contre eux. C'est très important de rapprocher, parce que quand il y a de la distance, il y a aussi de la distance par rapport à la vie démocratique, par rapport aux valeurs que nous portons. A chaque fois qu'il y a de la peur, à chaque fois qu'il y a de l'appréhension par rapport à l'avenir, c'est aussi une distance qui s'établit.

Alors, vous, vous êtes loin géographiquement, mais vous devez être tout près de nos décisions et tout près de nos préoccupations. En tout cas, nous, nous pensons toujours à vous lorsque nous agissons. Il y a plus de 2,5 millions de nos compatriotes qui vivent à l'étranger, dans des situations très différentes, sous des statuts également multiples, qui peuvent être fonctionnaires, qui peuvent être entrepreneurs, qui peuvent être salariés, qui peuvent être aussi bénévoles associatifs ou qui sont là avec une double nationalité. Nous pensons à vous, parce que vous, vous êtes toujours en train d'agir pour la France.

Cette rencontre -qui n'est pas que rituelle, qui n'est pas que formelle- est essentielle pour que nous puissions avoir confiance en nous-mêmes.

La France est un pays qu'on pense toujours exceptionnel, ce qui est toujours désagréable pour les autres. Mais nous sommes un pays, c'est vrai, qui suscite à la fois des attentes très fortes, des espoirs très grands et toujours une forme de passion à l'égard de la France. Vous le ressentez sans doute ici. D'abord, parce que beaucoup d'Angolais parlent français ou veulent le parler. Les dirigeants ici parlent français. Une attente, parce que nous sommes un pays qui a une histoire, qui a une géographie, qui a une culture, qui a également une technologie, un rapport

aux autres, une forme de marque française. Parfois, cela nous pèse, parce qu'on nous dit : « Mais vous attendez peut-être trop de nous ! » Non. On n'attend jamais assez de la France.

Nous devons donc porter ce que nous avons de meilleur, de meilleur, c'est-à-dire ce qui fait notre mode de vie, notre culture, notre identité, diraient certains. Ici c'est donc vous qui la portez et je voulais vous dire à la fois que vous êtes ici nos représentants, que nous agissons pour vous et que vous permettez à la France d'être plus grande, grâce à vous.

Merci.